



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

ARD Littoral-Ouest-Cannes



Commune de Mandelieu-la-Napoule

ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2026-09-26
réglementant temporairement les circulations, en et hors agglomération, sur la **RD 6007**,
entre les PR 0+760 et 2+915, et sur les **voies communales** adjacentes, sur le territoire
de la commune de **MANDELIEU-LA-NAPOULE**

*Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Le maire de Mandelieu-la-Napoule,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010, confirmant le classement en route à grande circulation de la section de RD concernée ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (JO du 30 janvier 1993) et modifié le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;

Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2026-086/DDTM/SDRS/PSDC en date du 09 juillet 2026, portant avis permanent sur le réseau routier classé à grande circulation ;

Vu l'arrêté municipal n° 123 du 20 mars 2026 portant délégations de fonctions et de signature à M. Patrick PEIRETTI, conseiller municipal délégué aux travaux et services techniques ;

Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;

Vu la demande d'Orange / UIPCA, représentée par Mme Naffati, en date du 31 août 2026 ;

Vu l'autorisation de travaux n° SDA LOC-MAN-2026-8-313 en date du 31 août 2026 ;

Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes ;

Considérant que, pour permettre les travaux d'ouverture d'une chambre télécom et mise en place d'une nacelle, pour le tirage et le raccordement de câbles fibre optique en aérien et souterrain, il y a lieu de réglementer temporairement les circulations, en et hors agglomération, sur la **RD 6007**, entre les PR 0+760 et 2+915, et sur les **voies communales adjacentes** ;

ARRETENT

ARTICLE 1 – A compter du **lundi 21 septembre 2026**, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu'au **vendredi 25 septembre 2026 à 16 h 00, de jour, entre 9 h 00 et 16 h 00**, les circulations, en et hors agglomération, sur la **RD 6007**, entre les PR 0+760 et 2+915, et la Rue Yves Brayer, les Chemins des Gongues et de Maure Vieil et la Route Forestière des 3 Termes (VC) adjacents pourront s'effectuer selon les modalités suivantes :

A) Véhicules :

- sur une voie unique d'une longueur maximale de 250 m, par sens alterné réglé par pilotage manuel,
- au débouché des VC (Rue Yves Brayer, les Chemins des Gongues et de Maure Vieil et la Route Forestière des 3 Termes), les sorties seront gérées au cas par cas par pilotage manuel dans le sens de l'alternat en cours.
- les sorties riveraines seront gérées au cas par cas par pilotage manuel et ne pourront se faire que dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

B) Piétons

Lors de l'ouverture de la chambre télécom située environ au PR 2+680, le cheminement piéton sera maintenu et sécurisé sur la voie neutralisée adjacente, ou par déviation des piétons sur le trottoir opposé par les passages piétons existants situés de part et d'autre de la section neutralisée.

La chaussée sera entièrement restituée à la circulation :

- chaque jour à 16 h 00, jusqu'au lendemain à 9 h 00.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;

La largeur minimale de la voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler (4,00 m).

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).

Elles seront mises en place et entretenues par l'entreprise SPIE Citynetworks, chargée des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et des services techniques de la mairie de Mandelieu-la-Napoule, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et le maire de la commune de Mandelieu-la-Napoule pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/les-arretes>), affiché et publié dans la commune de Mandelieu-la-Napoule; et ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Mandelieu-la-Napoule,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes,
- Mme la directrice des services techniques de la mairie de Mandelieu-la-Napoule, e-mail : c.poret@mairie-mandelieu.fr,
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- entreprise SPIE Citynetworks / M. Clavell – 762, Boulevard du Mercantour, 06200 NICE (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : alix.clavell@spie.com,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution ; ainsi que pour information à :

- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes (DDTM 06 / SDRS),
- DDTM 13 / SCTC / Pôle GCT / Unité Transports ; e-mail : ddtm-te06@bouches-du-rhone.gouv.fr,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Orange / UIPCA / Mme Naffati – 9, Bd François Grosso, 06000 NICE ; e-mail : ines.naffati@orange.com,
- DRIT / CIGT ; e-mail : flguer@departement06.fr, cigt@departement06.fr, ereynaud@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, afaraut@departement06.fr, aspano@departement06.fr

Mandelieu-la-Napoule, le **14 SEP. 2026**

Pour le maire,
Le conseiller municipal délégué aux travaux,

Patrick PEIRETTI



Nice, le **11 SEP. 2026**

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport,

Le Président
Pour le Président et par délégation
Sylvain CHAUSSEY
L'Adjointe au Directeur des
routes et des infrastructures de
transport

Florence FREDEFON